

		National Defence Défense nationale	<a href="#">Retour à la liste des DED</a>
<b>DATA ITEM DESCRIPTION – DESCRIPTION DE DONNÉES</b>			
<b>1. TITLE – TITRE</b>		<b>2. IDENTIFICATION NUMBER – NUMÉRO D'IDENTIFICATION</b>	
Plan de gestion des matières dangereuses		DED 4.22.1	
<b>3. DESCRIPTION / PURPOSE – DESCRIPTION / OBJET</b>			
<p>Le plan de gestion des matières dangereuses doit indiquer l'approche de l'entrepreneur à l'égard du suivi de toutes les matières dangereuses dans le SAN.</p>			
<b>4. APPROVAL DATE DATE D'APPROBATION</b>	<b>5. OFFICE OF PRIMARY INTEREST (OPI) BUREAU DE PREMIÈRE RESPONSABILITÉ (BPR)</b>		<b>6. GIDEP APPLICABLE PROGRAMME D'ÉCHANGE DE DONNÉES PERTINENT</b>
Septembre 2020	Autorité technique (AT) du Bureau du système d'alerte du Nord (BSAN)		
<b>7. APPLICATION / INTERRELATIONSHIP – APPLICATION / INTERDÉPENDANCE</b>			
<p>Consulter la LDEC 4.22.1 et le paragraphe 4.22.1 de l'EDT. La présente DED énonce les instructions relatives au format et à la préparation du contenu des données produites dans le contexte des tâches de travail décrites dans l'EDT du SAN.</p>			
<b>8. ORIGINATOR – AUTEUR</b>		<b>9. APPLICABLE FORMS – FORMULES PERTINENTES</b>	
Autorité technique (AT) du Bureau du système d'alerte du Nord (BSAN)			
<b>10. PREPARATION INSTRUCTIONS – INSTRUCTIONS SUR LA PRÉSENTATION DES DONNÉES</b>			
<p>10.1 <u>Document source</u> Section 4, paragraphe 4.22.1 de l'EDT du SAN</p> <p>10.2 <u>Contenu et format</u> Le plan de gestion des matières dangereuses doit être produit dans un format proposé par l'entrepreneur et accepté par le Canada, et il doit être accessible en ligne en format électronique.</p> <p>10.3 L'entrepreneur doit assumer la responsabilité du catalogage, de l'achat, de l'expédition, de l'entreposage et du suivi de toutes les matières dangereuses du SAN. Il doit préparer, appliquer et gérer un plan de gestion des matières dangereuses du SAN. Celui-ci doit au moins indiquer l'approche de l'entrepreneur à l'égard de ce qui suit :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Formation du personnel de l'entrepreneur sur la manipulation sécuritaire des matières dangereuses;</li> <li>2. Acceptation au début du contrat des stocks actuels de matières dangereuses;</li> <li>3. Catalogage, sélection et achat de matières dangereuses;</li> <li>4. Réception, emballage et entreposage de matières dangereuses;</li> <li>5. Tenue d'une liste d'inventaire des matières dangereuses du SAN;</li> <li>6. Transport de matières dangereuses;</li> <li>7. Préparation d'un plan d'intervention d'urgence en cas de déversement de matières dangereuses;</li> <li>8. Définition de la responsabilité relative à la surveillance et à la conformité des matières dangereuses;</li> <li>9. Activités dans le cadre du contrat du SAN.</li> </ol> <p>10.4 Le plan doit être conforme au Manuel de sécurité et de gestion des matières dangereuses.</p>			

- 10.5 (A-GG-040-004/AG-002 (Mod#1 2005-09-10)), Manuel sécurité et gestion des matières dangereuses- <https://collaboration-admpa.forces.mil.ca/sites/DI/SafetySecurity/vcds-haz-mat-saf-mgmt-manual-complete.pdf>.
- 10.6 Le plan doit être examiné au moins une fois par année.
- 10.7 Catalogage, sélection et achat de nouvelles matières dangereuses. L'entrepreneur doit préparer, appliquer et gérer des procédures de catalogage des matières dangereuses dont l'utilisation est approuvée pour le SAN. Le catalogue des matières dangereuses doit être créé en format électronique dans le système de gestion de l'information du SAN fourni par le gouvernement, soit Maximo, et l'autorité technique du BSAN doit y avoir accès. Le catalogue des matières dangereuses doit être produit dans un format proposé par l'entrepreneur et accepté par le Canada. Deux rapports par année (le 30 septembre et le 30 mars). La liste doit au moins comprendre ce qui suit :
1. Numéro d'article;
  2. Description;
  3. Déchets dangereux;
  4. Halocarbures;
  5. SIMDUT;
  6. LCPE;
  7. TMD.
- 10.8 Toutes les matières dangereuses doivent être cataloguées à titre d'articles à comptabiliser dans Maximo, avec un identificateur unique, et faire l'objet d'un suivi jusqu'à leur distribution aux fins d'utilisation. L'entrepreneur ne doit pas acheter de matières dangereuses qui ne figurent pas dans le catalogue. Lorsqu'une matière dangereuse du catalogue n'est plus disponible, l'entrepreneur doit utiliser de préférence une matière de remplacement qui ne fait pas l'objet du Règlement sur le TMD ou du SIMDUT. Si aucun produit non réglementé n'est disponible, la nouvelle matière dangereuse doit être ajoutée au catalogue conformément aux exigences de l'EDT avant l'achat.
- 10.9 Sélection et achat continus de matières dangereuses. Aucun achat de matières dangereuses qui ne figurent pas dans la liste de matières dangereuses. On estime qu'il y aura 10 achats de matières dangereuses par année. La liste doit être mise à jour dans les cinq jours ouvrables suivant un nouvel achat.